

Contribution des Modèles Territoriaux d'Excellence à la valorisation des approches du positionnement territorial : Une revue de la littérature

Reda RAFII.1 & Hassan AZOUAOUI.2

1. Doctorant, Laboratoire d'Économie et Management des Organisations, Faculté d'Économie et de Gestion - Université Ibn Tofail-Kénitra - Maroc, reda.raffi@uit.ac.ma
2. Enseignant chercheur, Laboratoire d'Économie et Management des Organisations, Faculté d'Économie et de Gestion - Université Ibn Tofail-Kénitra-Maroc, azouaoui.hassan@uit.ac.ma

Résumé :

La mondialisation de l'économie contemporaine a conduit à l'instauration d'une concurrence acharnée entre les espaces géographiques délimités sur de différents types d'échelles (local, régional, national, continental et international). À cet effet, il convient alors important que les acteurs et les décideurs territoriaux adoptent une veille permanente des nouvelles tendances et dynamiques du développement territorial durable en vue de satisfaire les diverses exigences et aspirations de l'ensemble des parties prenantes dans le territoire. Pour ce faire, le recours à la mobilisation des démarches et pratiques inhérentes du courant de management et marketing territorial se considère comme une décision stratégique, qui est apte de fournir aux autorités territoriales les appuis nécessaires à la concrétisation de leurs propres ambitions et finalités, dont il parvient alors nécessaire d'évoquer qu'un performant positionnement territorial se voit comme étant un véritable garant d'attractivité des nouveaux segments du public cible et d'amélioration de la compétitivité territoriale vis-à-vis de la concurrence. À ce niveau-là, il s'avère évident de se poser la problématique suivante : les modèles territoriaux d'excellence sont-ils capables de contribuer à la valorisation des approches du positionnement territorial ?

En effet, cet article scientifique forme une excellente opportunité pour entamer une revue de littérature profonde à propos des différentes catégories de modèles territoriaux d'excellence (MTE) pour objectif d'évaluer leurs éventuelles contributions en termes de la valorisation des démarches de positionnement des territoires construits et organisés autour de ce genre de structures. De ce fait, nous allons adopter le positivisme comme une posture épistémique et la démarche hypothético-déductive comme un raisonnement de base de cette présente recherche. D'après Cécile Lieval (2013), autant que composantes essentielles des MTE, les réseaux territorialisés d'organisation (RTO) et en particulier les clusters ont joué un rôle décisif dans le positionnement stratégique de la France comme étant un pays, qui se dote de performantes relations avec de nombreux types de partenaires et d'organismes.

Mots clés : Marketing territorial, Positionnement territorial, MTE, RTO, Compétitivité, Attractivité, Décideurs et Acteurs locaux.

Abstract:

The globalization of the contemporary economy has created a fierce competition between territories on different types of scales (local, regional, national, continental and international). To this purpose, it is necessary that territorial actors and decision-makers adopt a permanent watch of the new trends and dynamics of sustainable territorial development in order to satisfy the various requirements and aspirations of all the stakeholders in the territory. To do that, the mobilization of the practices of management and territorial marketing is considered as a strategic decision, which is able to provide to the territorial leaders the needed supports to achieve their own visions and goals, of which it is important to mention that an efficient territorial positioning is understood as being a real warrant of attractiveness of the new segments of the target public and improvement of the territorial competitiveness towards the others competitors. At this level, it is clear to ask the following problem: are the territorial models of excellence able to promote the approaches of territorial positioning?

In fact, this article presents an excellent opportunity to start a detailed literature review about the different categories of territorial models of excellence (TME) in order to appreciate their contributions in enhancing the positioning approaches of territories built and organized around this kind of structures. To accomplish this research, we adopt the positivism as an epistemic posture and the hypothetical-deductive approach as a primary reasoning of this research. According to Cécile Lieval (2013), as essential components of MTE, territorialized networks of organization (RTO) and in particularly clusters have played a decisive role in the strategic positioning of France as a country with effective relationships with many types of partners and institutions.

Keywords:

Territorial marketing, Territorial positioning, TME, RTO, Competitiveness, Attractiveness, Decision makers and local actors

INTRODUCTION

La globalisation de l'économie contemporaine a engendré de multiples répercussions, à la fois positives et négatives, sur les nouvelles dynamiques et approches du développement territorial endogène (Campagne & Pecqueur, 2014). D'ailleurs, elle se considère par certains théoriciens comme un facteur d'élargissement des inégalités entre les territoires et plus particulièrement à travers la dévalorisation des ressources humaines, historiques et naturelles (Gaffard, 2005) ; le déséquilibre des structures démographiques et sociales (Aydalot, 1987) ; la diminution des seuils de productivité et du rythme de développement local (Gagnon et al., 2008) ; l'aggravation des situations géostratégiques et politiques (Dumont, 2001) ; la destruction des capacités créatives et innovantes (Chignier-Riboulon & Fournier, 2006) ; etc. Par ailleurs, ce phénomène a contribué ainsi à l'instauration d'une forte compétitivité entre les espaces géographiques délimités, ce qui a rendu alors les missions et les activités quotidiennes des décideurs territoriaux de plus en plus complexes surtout en termes d'adaptation avec les diverses fluctuations et actualités d'un environnement intégralement globalisé (Bensahri & Alaoui, 2023). De plus, il s'ajoute à cela également l'exigence d'harmonisation de leurs projets et approches avec ces diverses revendications afin de parvenir à la satisfaction des multiples besoins et aspirations des différentes parties prenantes au sein de l'espace productif localisé (Carroué, 2019).

En effet, la mobilisation des instruments et des pratiques spécifiques au courant marketing territorial s'appréhende comme une orientation stratégique parce qu'elle est apte de fournir de véritables appuis aux acteurs et décideurs territoriaux notamment en termes d'amélioration de la compétitivité, l'attractivité et l'hospitalité de leur territoire (Chamard & Schlenker, 2017). En outre, cette discipline se préoccupe davantage par l'identification et la promotion des offres présentes localement et de soutenir les responsables territoriaux afin d'accomplir les promesses qu'ils ont délivré aux différents segments du public cible (citoyens, résidents, entrepreneurs, investisseurs, touristes, etc.) (Thiard, 2004). À savoir que la concrétisation de l'ensemble de ces ambitions et finalités ne peuvent être concrétisées qu'à travers l'implication des acteurs différents locaux et étrangers au sein des processus de réalisation des projets et des activités ayant pour objectif principal d'assurer un développement inclusif et durable au de l'espace géographique délimité (Chamard, 2014).

En outre, Hassan Azouaoui (2018) a proposé le soubassement sur les apports des modèles territoriaux d'excellence lors de la définition et la conception du positionnement que désirent

les responsables locaux attribuer à leur espace productif local (Azouaoui, 2018). En effet, cet auteur s'est orienté vers l'identification de quatre principaux types de modèles (territoire pôle, territoire grappe, territoire réseau et territoire d'expérience) qui se considèrent, selon lui, comme étant capables de servir à la détermination d'un positionnement territorial, qui va être caractérisé par une énorme cohérence et performance tout en admettant ainsi aux responsables et acteurs locaux de profiter rentablement des possibilités de la conversion de ces modèles vers des orientations territoriales stratégiques, qui vont participer directement à l'alimentation de la compétitivité, l'hospitalité et l'attractivité de leur territoire en vue d'acquérir les performances et les compétences indispensables à l'exécution de véritables pressions concurrentielles sur les différentes échelles (locale, régionale, nationale, continentale et mondiale) (Azouaoui & Lahlou, 2021).

De ce fait, il parvient donc primordial de mettre la lumière sur la problématique de recherche suivante : *les modèles territoriaux d'excellence sont-ils capables de contribuer à la valorisation des approches du positionnement territorial ?* Qui nous oriente ainsi à explorer les principaux problèmes, qui en découlent :

- Quels sont les principales catégories et structures des MTE ?
- Quels sont les caractéristiques et les spécificités de chaque type des MTE ?
- Dans quelles mesures les MTE vont être au service d'élaboration d'un positionnement territorial caractérisé par une énorme efficacité et efficience ?

Par le biais de cet article scientifique, nous allons entamer une revue de littérature approfondie à propos du sujet des principaux apports des modèles territoriaux d'excellence en termes de la valorisation du positionnement territorial. D'abord, nous allons nous diriger à la présentation des différents types et les principales particularités des modèles d'excellence territoriaux, les conditions et les exigences indispensables à leur éventuelle mise en place dans les espaces géographiques délimités. Ensuite, nous mettons l'accent sur les éventuels apports et retombés en matière de valorisation des approches centrées sur le positionnement des territoires, tout en se basant sur les lignes directives de la théorie de la polarisation (Perroux, 1981), la théorie de l'évolution économique (Schumpeter & Perroux, 2002) et la théorie des milieux innovateurs (Aydalot, 1986). À savoir que nous allons nous statuer pour le choix du paradigme positiviste comme étant une posture épistémologique et la démarche hypothético-déductive comme étant un raisonnement de base de cette recherche (Avenier & Gavard-Perret, 2012).

1. PRINCIPAUX APPORTS DES APPROCHES EN RESEAUX AU POSITIONNEMENT TERRITORIAL

1.1. Typologie et propriétés des réseaux territoriaux d'organisation (RTO)

Il existe toute une grande diversité de modèles de réseaux territorialisés d'organisation dédiés à la structuration des activités productives territorialisées, qui ont été déjà conçus et évoqués par les théoriciens spécialistes du domaine de l'aménagement et du développement territorial. En effet, certains chercheurs ont proposé une liste englobant les principaux pôles et réseaux qui ont connu de véritables succès depuis la date de leur mise en place dans l'espace géographique délimité jusqu'à l'époque actuelle (Maisonnasse, 2014). À ce niveau-là, la classification adoptée par Frédéric Carluier (1998) a suscité notre intérêt parce qu'elle prend en compte trois principaux types de critères, qui se disposent donc d'une liaison étroite avec le territoire d'implantation du RTO tels que l'ancrage territorial, l'intensité d'interactions et d'échanges entre les entreprises du groupe ainsi que la notion d'apprentissage (Carluier, 1998).

D'ailleurs, cet auteur a recensé six grandes catégories de RTO : le district industriel, le cluster innovant, l'espace serviciel, le milieu innovateur, la technopole et la région apprenante « *learning region* » (Carluier, 2005). Apparemment, nous prétendons alors d'approfondir le débat sur les modèles de clusters innovants, pôles de croissance, pôles d'excellence et pôles de compétitivité dans les prochains axes de recherche. Ensuite, nous voulons aussi intégrer au sein de la présente liste le modèle des systèmes productifs localisés (SPL) pour appréhender les spécificités et les fondements de la concentration des activités économiques sur un même territoire et de découvrir leurs principales influences, contributions et perspectives d'évolution en termes de concrétisation des approches de positionnement territorial axées sur ce genre de structures organisationnelles territorialisées.

1.1.1. District industriel

Tout d'abord, la notion de district industriel a connu son essor à l'aide des travaux d'études menées par Alfred Marshall (1890) à propos de la croissance économique axée sur les apports de l'agglomération industrielle des entreprises localisées sur un même territoire (Marshall, 1890). Par la suite, grâce aux recherches réalisées par l'économiste italien Giacomo Becattini sur l'histoire d'industrialisation de la Toscane en Italie, ce concept a connu une mobilisation intense dans divers champs disciplinaires (l'économie, la sociologie, la géographie, etc.).

Toutefois, si Alfred Marshall ne s'est pas intéressé à l'implication de la communauté locale au niveau des dynamiques du district industriel en considérant ce modèle comme se dotant d'une contribution uniquement économique. Mis à part les intérêts économiques, Giacomo Becattini (1989) voit que l'instauration des districts industriels à l'intérieur des territoires est apte de rapporter de multiples avantages et retombés sur d'autres catégories de dimensions (sociale, écologique, politique, géostratégique, etc. (Becattini, 1989).

À cet effet, Giacomo Becattini a défini le district industriel comme étant « *une entité socio-territoriale caractérisée par la présence active d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et historique donné* » (Becattini, 2017). Quant à Gioacchino Garofoli (2002), il annonce que cette catégorie de RTO repose sur « *de véritables intensifications localisées d'économies externes qui déterminent d'intenses agglomérations d'entreprises, fabriquant le même produit ou gravitant autour d'une production typique* » (Garofoli, 2002). À l'issue de ces deux définitions, il convient nécessaire de démontrer que les entreprises membres d'un district industriel bénéficient de multiples avantages et possibilités, tel que la disponibilité d'un grand entrepôt de connaissances techniques fondé principalement sur l'apprentissage intégré et le partage réciproque des informations ainsi que la facilité d'accès à un panier de biens et services moins coûteux, de spécialité et bien évidemment de bonne qualité (Carluer, 2005).

1.1.2. Espace serviciel

L'espace serviciel se considère comme un centre technique et productif de connaissances, qui repose sur un fort ancrage dans le milieu géographique d'implantation. En effet, il constitue un pivot central du regroupement d'entreprises ayant de solides relations avec les parcs de recherche et de formation relevant des organismes et acteurs dans le secteur public ou privé, y compris l'importance du soutien et d'intervention des collectivités locales dans ce genre de dynamiques (Lung & Mair, 1993). Par conséquent, les organisations regroupées sous l'égide de ce technopôle informel auront la possibilité de bénéficier d'une panoplie de méthodes d'apprentissage privilégiées par l'avènement des nouvelles techniques d'information et de communication (NTIC), dont il convient donc nécessaire d'évoquer les apports considérables de l'apprentissage basé sur la connexion multimodale (learning by commuting), qui attribuent à ce réseau une énorme capacité en termes de transmission des informations ainsi que la possibilité de couvrir de nombreux territoires. À savoir que l'espace serviciel doit acquérir les spécificités et les fondements d'un système multipolaire pour qu'il soit alors apte de fournir une

plateforme diversifiée d'informations (information-donnée, information-connaissance et information relation) et de satisfaire également les exigences internes et externes des marchés informationnels (Carluer, 1998).

Pour ce faire, l'espace serviciel doit réunir conjointement les différentes formes et méthodes d'apprentissage (learning by networking, learning by doing, learning by using, learning by monitoring, learning from other, etc.) et de les greffer autour de son pivot central de afin de s'assurer de leurs développements durables par le biais de l'instauration d'une véritable rente informationnelle au sein de l'arène territoriale (Thépaut, 1999). En parallèle, les acteurs et les parties prenantes dans le territoire se trouvent vivement appelés à s'impliquer au sein de ce genre de dynamiques. De ce fait, ils sont censés d'élaborer des politiques et des stratégies coopératives, qui vont jouer le rôle de véritables stimulateurs des interactions et connexions déroulant à l'intérieur de réseau technico-organisationnel. Enfin de compte, les pouvoirs et autorités locaux se trouvent, de leurs parts, amener à surveiller l'ancrage des acteurs, des organisations et des liens spatio-informationnels au sein du milieu territorial à travers la mise en place d'une offre technologique, qui met à la disposition des entreprises les ressources et les moyens techniques nécessaires à l'implémentation des leviers fondamentaux de l'espace serviciel et qui prend en compte les spécificités et les exigences caractérisant la demande en termes d'apprentissage-innovation (Zimmermann, 1999).

1.1.3. Technopole

En général, l'utilisation proprement dite du terme « technopole » renvoie le plus souvent vers les trois considérations suivantes : un parc scientifique, un centre d'innovation ou encore à un pôle d'excellence technologique. D'ailleurs, la technopole occupe le rôle et le statut d'une structure organisationnelle arrangée sur le principe de la combinaison corrélative entre les organismes de la recherche scientifique et les activités industrielles ayant lieu sur un espace géographique délimité. Pour cela, elle se considère comme étant une voie de l'avenir et une alternative prometteuse au profit d'un développement territorial axé sur le potentiel industriel et la performance scientifique (Goudineau, 1992). Dans ce même contexte d'idées, Michel Callon (1991) définit la technopole comme étant « *un ensemble d'acteurs hétérogènes : laboratoires publics, centres de recherche technique, entreprises, organismes financiers, usagers et pouvoirs publics qui participent collectivement à la conception, à l'élaboration, à la production et à la distribution-diffusion de procédés de production, de biens et de services dont certains donnent lieu à une transaction marchande* » (Callon, 1990).

En outre, Walter B. Stöhr (1990) et Manuel Castels (2013) annoncent que la technopole est la résultante des multiples alliances et partenariats concrétisés entre les responsables territoriaux et les centres de connaissances (knowledge centers) tels que les universités, les centres de recherche et toutes autres infrastructures dédiées ou spécialisées dans la recherche scientifique (Castels, 2013; Stöhr, 1990). En particulier, Philippe Aydalot (1986) est l'un des premiers théoriciens, qui ont mis l'accent sur les contributions remarquables des centres universitaires à l'intérieur des technopoles en annonçant que « *des polarisations paraissent se créer autour des grands ensembles universitaires etc. dont le rôle attractif s'appuie sur trois leviers : le climat culturel favorable qu'elles créent, leur fonction de centre de formation d'une main d'œuvre très qualifiée et d'incubateurs pour les créations d'entreprises et enfin l'appui technologique qu'elles peuvent fournir aux entreprises des secteurs de technologie avancée* » (Aydalot, 1986).

À cet effet, il parvient important d'annoncer que ce système spatio-productif se focalise davantage sur les connaissances, les multiples formes d'apprentissage et notamment sur le « learning by interacting », le « learning by searching » et le « learning by networking » ainsi que les multiples flux informationnels engendrés par ses différents acteurs et parties prenantes au sein du milieu géographique d'implantation (Maillat et al., 1993). À savoir que la finalité ultime de ce genre de RTO réside dans sa capacité à développer et engendrer de différentes activités productives fondées sur les apports des innovations et des technologies de pointe « high technologies » (Carluier & Goff, 2002). De ce fait, nous pouvons donc comprendre que la connaissance, l'information et l'apprentissage constituent les piliers fondamentaux du triangle d'or servant comme une assise fondamentale de la démarche d'instauration de cette récente approche de polarisation spatiale dans les arènes territoriales (Fischer, 1989).

1.1.4. Région apprenante

Le concept de la région apprenante « learning region » a été introduit pour la première fois dans les travaux de recherches de Richard Florida à propos de l'application des fondements de l'économie apprenante préalablement proposée par l'école nordique de l'innovation et l'apprentissage au niveau des villes métropolitaines (Lundvall, 1992). Dans ce même niveau, cet auteur avoue que contrairement aux régions basées sur le principe de la production de masse la région apprenante joue le rôle d'un bassin de concentration de nombreuses capacités d'interaction, d'innovation et d'apprentissage résultant de la coopération entre de multiples acteurs (politiciens, décideurs territoriaux, élus locaux, chambres de commerce, syndicats, organisations non gouvernementales, instituts d'enseignement supérieur, centres de recherche

publics ou privés, etc.) au sein du système économique régional pour objectif d'aboutir à la production et l'acquisition de nouvelles compétences et connaissances tout en s'inscrivant dans un processus d'amélioration continue (Florida, 1995).

D'après Denis Maillat et Leila Kebir (1999), la région apprenante désigne d'abord un système territorial qui se dispose d'une forte attractivité des compétences douées et d'une énorme puissance en termes de collecte des connaissances et innovations nécessaires à l'instauration d'une véritable rente informationnelle dans le bassin géographique remis en question, surtout avec la présence de multiples facultés et aménités qui lui permettent d'acquérir ce genre de performances, dont il parvient évident d'évoquer le potentiel associé au volume et à la qualité de la production scientifique, la diversité culturelle et environnementale, la disposition d'une offre technologique capable de satisfaire les exigences des différentes parties prenantes et plus particulièrement les moyens techniques, les expertises, les forums, les programmes et les formations diversifiées (Maillat & Kebir, 1999).

À l'issue de cette panoplie d'avantages et d'opportunités, ce genre de RTO se considère comme étant un excellent levier du développement territorial endogène vue qu'il s'articule essentiellement sur la prise en compte de l'ensemble des particularités de l'apprentissage-innovation en vertu d'assurer une parfaite productivité régionale, qui va être caractérisé par une excellente flexibilité et une prédominance immatérielle (Munier & Rondé, 2001). De plus, la technopole se considère aussi comme étant un vecteur d'amplification et de croissance de nombreuses procédures d'apprentissage interactives, organisationnelles, institutionnelles et opérationnelles. Qui peuvent être mobilisées simultanément par les acteurs et les décideurs territoriaux dans un cadre d'appui et de soutien aux projets, dynamiques et visions portant sur la renaissance des territoires centrés uniquement sur la suprématie des activités industrielles classiques et peu novatrices (Hassink, 2009). Pour ce faire, l'inscription des territoires au sein de l'économie d'archipel s'aperçoit comme une alternative prometteuse (Veltz, 1996). Qui peut donc contribuer d'une manière très efficace au renforcement de leur résistance envers les fluctuations et les conjonctures relevant du phénomène de la globalisation des économies mondiales et de leur situer dans une position idéale par rapport aux nouvelles tendances et actualités de ce domaine d'activités stratégiques (Frémont-Vanacore, 2002).

1.1.5. Milieu innovateur

De prime abord, la formalisation ou encore la conception de l'approche du milieu innovateur se rapporte aux travaux de recherche du Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs (GREMI) en 1984, qui est fondé par le professeur de l'université Paris 1 Philippe Aydalot et présidé maintenant par le professeur italien d'économie urbaine Roberto Camagni (Aydalot, 1984). À cet effet, cette théorie consiste à adopter une méthodologie standard, qui a été mobilisée dans l'ensemble des études réalisées par les membres du présent groupe. En outre, elle a connu son essor à travers la mise en place de six principaux programmes de recherche allant du GREMI (1) au GREMI (6) dans une optique d'aboutir à la proposition des règles et des repères communs aux investigations empiriques portant sur la même thématique de recherche (Matteaccioli & Tabariés, 2006). Ce qui a facilité la réalisation des comparaisons contextuelles surtout entre les données collectées et les résultats obtenus sur d'autres champs d'études et plus particulièrement entre les travaux de recherches élaborés dans les périmètres géographiques des pays développés (Aydalot, 1986).

En effet, l'émergence des nouvelles dynamiques spatio-économiques dans plusieurs espaces géographiques délimités, suite à l'avènement de la révolution technologique au début des années 1970. Ce phénomène mondial a suscité largement l'intérêt et l'attention d'un nombre important de chercheurs, qui se sont dirigés vers la recherche des explications suffisantes et détaillées aux phénomènes de déclin de certains territoires ayant une vocation industrielle classique et l'essor de nouveaux types de territoires qui se dotent d'un énorme dynamisme économique et social. À savoir que cette même période s'est caractérisée par la prédominance de certaines théories et approches sous-jacentes de l'école néoclassique comme la théorie de la convergence spatiale, la théorie de la divergence provenant du courant marxiste et également la théorie de la polarisation spatiale, qui n'ont pas pu trouver des arguments solides et explicatifs à l'égard du sujet de détournement des dynamiques spatiales (Aydalot, 1987).

De ce fait, Philippe Aydalot (1987) s'est orienté à la proposition du concept de renversement des hiérarchies spatiales en le rapprochant au cycle de progrès technologique pour but de mettre l'accent sur le rôle et le poids des territoires dans les processus d'émergence des nouvelles innovations (Aydalot, 1987). Par conséquent, ce théoricien avance que l'innovation n'est pas réservée exclusivement à la capacité productive des entreprises quoi qu'elle soit leur taille (firmes multinationales, PME ou TPE) ou de leurs domaines d'activités. Pourtant, elle se considère comme étant une composante latente et préexistante dans le milieu territorial avant

même l'apparition des entreprises (Aydalot, 1987). À savoir que les processus dédiés à la créativité et l'innovation n'ont jamais été caractérisés par une spontanéité pure et parfaite. Au contraire, ils exigent aux entreprises implantées dans le territoire de travailler collectivement autour d'une démarche organisationnelle commune, qui se fonde sur la collaboration entre les différents acteurs locaux en vue d'engendrer délibérément les capacités et les performances novatrices disponibles sur le territoire appréhendé (Camagni, 2006). Dans ce cadre d'idées, Jean-Claude Perrin (2007) affirme que « *la logique organisationnelle qui est en germe dans un système technologique se déploie non seulement dans l'organisation de la production mais aussi dans l'organisation territoriale de l'économie, de telle sorte que l'organisation productive et l'organisation territoriale sont étroitement interdépendantes et qu'elles se déploient de manière corrélative en s'appuyant l'une sur l'autre* » (Perrin, 2007).

D'ailleurs, l'avènement de la théorie des milieux innovateurs, au début des années 1980, a constitué une réponse globale à l'ensemble des hypothèses formulées auparavant par Philippe Aydalot dans son débat à propos du sujet de l'association exclusive de l'innovation avec la productivité des entreprises ou encore la question de sa préexistence dans le milieu territorial. Cependant, cet auteur annonce donc que « *l'entreprise innovante ne préexiste pas aux milieux locaux, elle est sécrétée par eux. Les comportements innovateurs dépendent essentiellement de variables définies au niveau local ou régional. En effet, le passé des territoires, leur organisation, leur capacité à générer un projet commun, le consensus qui les structure sont à la base de l'innovation. L'accès à la connaissance technologique, la présence de savoir-faire, la composition du marché du travail et bien d'autres composantes des milieux locaux déterminent des zones de plus ou moins grande innovativité* » (Aydalot, 1987). En outre, il a confirmé précédemment cet aboutissement en admettant que « *les milieux sont le prisme à travers lequel passeront les incitations innovatrices* » et que « *chaque type de milieu est considéré comme un modèle de pénétration de la technologie* » (Aydalot, 1984).

Par ailleurs, le GREMI a défini le milieu innovateur comme « *un ensemble territorialisé dans lequel des interactions entre agents économiques se développent par l'apprentissage qu'ils font des transactions multilatérales génératrices d'externalités spécifiques à l'innovation et par la convergence des apprentissages vers des formes de plus en plus performantes de gestion en commun des ressources* » (Maillat et al., 1993). À partir de cette définition, il convient donc nécessaire d'annoncer que le milieu innovateur se dispose d'une propriété multidimensionnelle centrée sur la complémentarité entre trois principaux piliers (Crevoisier, 2001). Le premier axe est d'ordre technologique, il part de la considération de l'innovation comme étant un output

final de l'ensemble des interactions concrétisées entre l'entreprise et les différents acteurs dans son système territorial d'implantation, y compris les ressources et les aménités du milieu local, en vue de bénéficier durablement d'un avantage différenciatif par rapport à la concurrence. Ce qui démontre alors que l'optimisation de la productivité de l'entreprise repose davantage sur la capacité de bénéficier du savoir-faire et des nouvelles techniques émergeant du milieu de localisation, surtout à travers l'établissement de diverses relations de coopérations avec les acteurs et les organismes locaux, en vue de développer des performances technologiques supplémentaires ou exclusives. Le second axe est de vocation organisationnelle, il consiste à soulever les facteurs impactant la durabilité des relations entre l'entreprise et les acteurs territoriaux. Il permet alors d'identifier l'ensemble des opportunités ou des contraintes, qui sont capables de supporter ou d'empêcher l'activation des capacités innovatrices au sein du territoire. Le dernier axe est de caractère territorial, il recommande au préalable de réaliser un diagnostic holistique des ressources et richesses territoriales afin de définir les attributs et les spécificités, qui se dotent d'un fort potentiel d'innovation puisque la démarche d'émergence des performances innovatrices ne se prescrit pas dans un processus uniforme et bien déterminé, mais elle se produit à l'aide de la combinaison de l'ensemble des mécanismes, procédés, revendications et ressources susmentionnés (Crevoisier, 2001).

1.1.6. Système productif localisé

Quant à l'essor du concept de système productif localisé (SPL), il se rapporte généralement à deux principaux facteurs historiques (Courlet, 1996). Le premier facteur se lie à la diversité des travaux de recherches portant sur les possibilités d'adaptation des principes fondateurs et particularités du district marshallien par rapport aux exigences et besoins des nouvelles dynamiques du développement territorial (Courlet, 2002). Alors que le deuxième facteur relève principalement du succès correspondant à l'implémentation des districts industriels au niveau de la «Troisième Italie», qui a contribué à la naissance de nouvelles configurations territoriales générant un surplus corrélatif aux apports et aux avantages fournis par les districts en faveur d'une éventuelle évolution et d'un fort ancrage des économies industrielles au sein des nouvelles visions de développement territorial durable (Garofoli, 1994).

En outre, le développement conceptuel des SPL est dédié à des chercheurs français qui ont été positionnés, dès la fin des années 1980, comme étant les précurseurs à travailler sur le sujet des agglomérations d'entreprises articulées sur la proximité géographique en vue d'aboutir à l'émergence des zones productives spécialisées par le biais de la valorisation du travail en

réseaux d'interdépendances (coopération/concurrence/émulation) (Courlet & Pecqueur, 1991; Maillat & Kebir, 1999). Ce qui va déclencher des contributions significatives sur le volume d'échanges commerciaux et de transferts des informations entre les entreprises et les acteurs intervenant dans le SPL, de contribuer ainsi à l'élaboration d'un dispositif commun dédié à la régulation des activités marchandes et non marchandes et définir, in fine, « *les principes qui gouvernent à la fois les modes de produire et les modes de vivre qui définissent de véritables systèmes territoriaux d'autorégulation* » (Courlet & Pecqueur, 1991). Toutefois, il ne faut ignorer la nécessité d'implication des acteurs locaux et étrangers dans ce type de dynamiques puisque les approches inhérentes des SPL ont pour finalité ultime de transformer les espaces géographiques délimités vers des véritables systèmes socio-territoriaux (DATAR, 2005).

En effet, Claude Courlet (2002) considère le SPL « *comme un ensemble caractérisé par la proximité d'unités productives au sens large du terme (entreprises industrielles, de services, centres de recherche et de formations, interfaces, etc.) qui entretiennent entre elles des rapports d'intensité plus ou moins forte* » (Courlet, 2002). En d'autre terme, la DATAR (2005) le considère comme étant une « *organisation productive particulière localisée sur un territoire correspondant généralement à un bassin d'emploi, qui fonctionne comme un réseau d'interdépendances constituées d'unités productives ayant des activités similaires ou complémentaires qui se divisent le travail (entreprises de production ou de services, centres de recherche, organismes de formation, centres de transfert et de veille technologique, etc.)* » (DATAR, 2005). À partir de ces deux présentes définitions, il convient nécessaire de mentionner que les SPL privilégient la primauté d'un métier de base ou d'une profession phare au sein de l'espace productif localisé pour favoriser l'instauration des processus de territorialisation des organisations productives implantées localement.

D'ailleurs, les stratégies et démarches adoptées par les différents acteurs et organes du SPL doivent apporter de considérables appuis aux processus d'extraction des attraits originaux et authentiques du milieu local en vue de les transformer vers des véritables fondements d'un développement économique local, notamment à travers l'articulation sur les contributions des NTIC et des hautes performances innovatrices (Ferguene, 2015). Il s'ajoute à cela la nécessité d'entretenir les diverses formes de rapports existant entre les unités productives du SPL dans les différents secteurs d'activités (formel, informel, matériel, immatériel, commercial ou non marchand) afin de stimuler la résistance et la capacité d'adaptation aux fluctuations et contraintes des marchés, qui se caractérisent aujourd'hui par la présence de lourds aléas et impacts engendrés par la globalisation. À savoir que ces liens de coopération et de partenariat

peuvent porter aussi sur d'autres types de flux tels que les services, la main d'œuvre, la technologie et les connaissances (Benko & Lipietz, 1992). Par ailleurs, l'ancrage de l'ensemble des interconnexions enchainées entre les entreprises et les différents acteurs locaux contribue à la formalisation d'un système territorial spécifique, qui s'envisage capable de les soutenir à dépasser les collaborations maintenues dans une logique de sous-traitance traditionnelle (Courlet & Ferguene, 2003).

1.2. Importance des RTO dans les perspectives du positionnement territorial

Au préalable, le fait de penser à positionner un territoire donné vers le modèle territorial d'excellence « territoire réseau » nous a orienté alors à entamer une revue de littérature approfondie, qui s'intéresse aux travaux de recherche s'étalant des districts industriels marshalliens jusqu'à l'avènement des nouvelles configurations territoriales, qui se focalisent essentiellement sur l'organisation des activités industrielles et économiques déroulant à l'intérieur du territoire sous forme de réseaux (Ehlinger et al., 2007). Ce qui nous a permis de mettre l'accent sur une multitude de démarches et de structures, focalisées d'essence sur le principe de réseautage et possédant ainsi un fort rayonnement et une excellente notoriété sur des échelles internationales et qui peuvent par ailleurs avoir des contributions considérables en termes d'accomplissement de ce genre d'orientations stratégiques. Ensuite, nous nous sommes focalisés sur la compréhension des principes fondateurs ainsi que l'assimilation des conditions de mise en place de chacun de ces présents réseaux territorialisés d'organisations : le district industriel, l'espace serviciel, la technopole, la région apprenante, le milieu innovateur et le système productif localisé (Carluer, 2005).

Selon les prédispositions d'Hassan Azouaoui (2018), il existe généralement deux grands types de réseaux. La première catégorie de réseaux se considère comme étant des systèmes fondés autour d'un processus monofonctionnel et articulé sur un objectif bien déterminé. D'ailleurs, les réseaux monofonctionnels se déclenchent à l'aide d'un ensemble d'alliances et d'unions professionnels qui contribuent directement à l'alimentation de l'hétérogénéité du système territorial, notamment à travers la diversité de leurs activités et métiers. Alors que la deuxième catégorie de réseaux est plus au moins formel et elle se focalise d'avance sur l'insertion et l'adhésion des différentes volontés et ambitions collectives autour d'un projet d'ordre général ou encore collectif, qui va être considéré dès lors comme un pivot fondamental au sein duquel se concrétisent et se raffinent l'ensemble des compétences et performances locales (Azouaoui, 2018). Cependant, la problématique centrale, qui se pose dans ce genre de contextes, est la

précision des modalités et structures de gouvernance à appréhender en vue de répondre aux aspirations et exigences des multiples parties prenantes dans le territoire et de se préoccuper ainsi par l'optimisation de la compétitivité, l'attractivité et la durabilité du présent réseau territorial (Mendel & Bardet, 2008). En outre, une fois que les décideurs et les acteurs territoriaux parviennent à l'inauguration des divers piliers et actions, qui sont indispensables à l'implémentation du RTO au sein de leur espace géographique délimité. Ils se trouvent alors à l'intérieur d'un territoire, qui se dispose d'un haut niveau de confiance de la part des multiples acteurs intervenants dans le système socio-territorial (investisseurs, entrepreneurs, résidents, citoyens, touristes, etc.) (Becattini, 1992).

2. VISIONS DE POSITIONNEMENT DES TERRITOIRES A L'ISSUE DES APPORTS DU POLE DE COMPETITIVITE ET DU POLE D'EXCELLENCE RURAL

2.1. Particularités des pôles de compétitivité

Au préalable, l'émergence de la notion du pôle de compétitivité est étroitement associée à de nombreuses tentatives déployées par les Etats pour but d'apporter des solutions immédiates divers problèmes de la compétitivité territoriale, qui s'envisagent alors capables d'impacter lourdement leurs économies nationales (Camagni, 2006). Dans un sens plus large du concept, le recours vers ce genre d'approches a pour fonction principale de veiller à ce que la compétitivité économique du pays soit apte de satisfaire les besoins et les horizons de développement voulus par les différentes parties prenantes dans la nation. Mais avant tout, pour qu'elle puisse être exécutée efficacement, elle doit donc être conciliée et couplée adéquatement avec les plans d'action de la politique d'aménagement territorial afin de faciliter la transformation de ces lesdits pôles vers des véritables leviers d'accélération de la métropolisation des milieux géographiques urbains (Loinger, 2006).

En effet, la Délégation Interministérielle d'Aménagement et de Compétitivité du Territoire (DIACT) définit le pôle de compétitivité comme étant « *une combinaison, sur un espace géographique donné, d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche publiques ou privées engagés dans une synergie autour de projets communs au caractère innovant. Ce partenariat s'organise autour d'un marché et d'un domaine technologique et scientifique qui lui est attaché, et doit rechercher une masse critique pour atteindre une compétitivité et une visibilité internationale* » (CMI & BCG, 2008).

D'après Daniel Darmon et Nicolas Jacquet (2005), les PC peuvent être considérés comme étant des « *usines à projets innovants, les pôles de compétitivité doivent permettre de structurer sur un territoire les acteurs de l'innovation et de renforcer ainsi son attractivité* ». À l'issue de cette présente définition, nous pouvons déduire que la finalité ultime des pôles de compétitivité consiste à stimuler l'économie de la connaissance et l'innovation collaborative dans les zones urbaines par le biais de la valorisation de la concentration spatiale des projets entrepreneuriaux et d'investissements portant sur un même secteur d'activités ou sur des domaines et spécialités complémentaires (Darmon & Jacquet, 2005).

2.2. Spécificités des pôles d'excellence ruraux

En général, les pôles d'excellence ruraux (PER) renvoient à des projets et à des activités destinés exclusivement à la mise en valeur des dynamiques du développement durable au niveau des bassins géographiques périurbains, ruraux et montagnards. À savoir que l'histoire d'essor du présent concept s'est inspirée principalement des pôles de compétitivité, qui sont réservés uniquement aux zones urbaines. Ce qu'il faut donc bien assimiler, c'est que le PER porte initialement sur la création de partenariats entre les collectivités locales et les entreprises œuvrant dans le secteur privé afin de mener à bien la labélisation des projets PER (CMI & BCG, 2008). Prenant l'approche adoptée par la république française comme une sorte d'illustration, l'Etat attribue des labels PER à tout type de projets qui s'envisage capable soutenir le développement économique et social à l'intérieur des territoires ruraux. En effet, il octroie un financement partiel aux porteurs de projets afin de concrétiser cette dynamique rurale, à condition qu'ils respectent les règles et les consignes incluses dans un cahier de charges portant sur les quatre principaux volets suivants : la valorisation du patrimoine naturel, culturel et touristique ; l'ajustement de la gestion des ressources naturelles et historiques avec les finalités du développement territorial durable ; la diversification des offres de services dédiées à la population ; la promotion des productions industrielles et artisanales, des services locaux et des techniques innovantes (Bacconnier-Baylet et al., 2009).

En effet, la mission accordée aux PER consiste à dynamiser la croissance économique et sociale des milieux géographiques ruraux en vertu d'optimiser leur compétitivité et attractivité vis-à-vis de la concurrence (Aydalot, 1984). À savoir que cette ambition se trouve aujourd'hui au centre des préoccupations de l'action publique, qui se trouve amenée de mettre en place des politiques d'identification des PER ayant la capacité de fournir des solutions innovantes à l'ensemble des problèmes économiques et sociaux, qui fragilisent le progrès des systèmes

productifs ruraux (Camagni et al., 2004). À cet effet, les PER vont admettre aux lesdites zones géographiques délimitées d'améliorer leur compétitivité sur de différents niveaux et échelles, notamment à travers la mobilisation des ressources territoriales particulières pour but de parvenir alors à l'extraction des avantages distinctifs durables, qui vont donc permettre au territoire rural de s'adapter harmonieusement avec la panoplie des enjeux et des défis émanant de la concurrence acharnée entre les bassins périurbains (Pecqueur et al., 2007).

2.3. PC et PER comme fondements du positionnement territorial

Tout d'abord, il parvient important de consacrer un peu de temps pour mieux appréhender le terme « pôle » et de découvrir ainsi son poids et ses apports en termes de la valorisation des nouvelles dynamiques de développement territorial. D'ailleurs, le pôle renvoie généralement à une multitude de méthodes et structures d'organisation des secteurs rapportant le plus de productivité et rentabilité au bassin territorial (Pecqueur et al., 2007). Par ailleurs, la théorie de la polarisation spatiale nous octroie une parfaite explication du rôle qu'occupe ce concept dans le développement socio-économique du territoire et des périphéries tout en affirmant qu'il contribue directement à l'optimisation du système économique de toute la région, notamment à travers l'articulation sur la création des effets de diffusion et des liens de collaboration et partenariats entre les entreprises locales. Toutefois, la présence des forces centrifuges ou des centripètes au sein de l'espace local se considère comme étant une condition primordiale pour l'accélération de la démarche de polarisation des activités économiques (Perroux, 1981).

Entre autre, il parvient alors évident de démontrer l'existence de deux principaux types de pôles. Les pôles verticaux noués autour des filières qui génèrent une énorme productivité et les pôles horizontaux portant sur un métier de base ou une spécialité particulière (Azouaoui, 2018). D'ailleurs, ils peuvent aussi être identifié et catégorisé via la référence à d'autres types de critères tels que la taille, le secteur le plus notoire, la nature géographique du territoire, etc. Par ailleurs, la construction des pôles a pour finalité ultime de renforcer la concentration et l'agglomération des activités économiques similaires et complémentaires au niveau des espaces géographiques délimités en vue de leur permettre de développer la compétitivité vis-à-vis de la concurrence, de stimuler l'attractivité de nouveaux projets d'investissements et entrepreneuriaux et de faciliter l'ancrage des entreprises locales (Azouaoui & Lahlou, 2021).

En effet, les pôles de compétitivité et les pôles d'excellence ruraux se considèrent comme des piliers capitaux de la démarche de polarisation des activités économiques des espaces urbains et ruraux (Bacconnier-Baylet et al., 2009). De ce fait, le recours des décideurs territoriaux, vers

la conception des stratégies marketing centrées sur les bénéfices apportés par ces deux types de pôles, peut être examinée comme une vision stratégique parce qu'elle est capable d'offrir aux organisations locales toute une batterie d'avantages et de possibilités tels que la réduction des coûts de production grâce aux effets de l'économie d'échelle ; l'échange réciproque de ressources, compétences et aménités ; le transfert de l'information et de la technologie, etc. (Azouaoui, 2018). Par voie de conséquence, la disponibilité de l'ensemble de ces atouts et opportunités au sein d'un territoire donné contribue à la dynamisation de son développement interne et externe (Ayoub & Taoufik, 2021). Ce qui veut dire que le territoire va devenir adroit d'attirer un nombre important d'entreprises et de les convaincre à implanter leurs projets et activités localement (Brossard, 1997). De plus, les conditions favorables à l'épanouissement des entreprises locales vont impacter significativement et positivement les finalités socioéconomiques prédéterminés par les décideurs territoriaux et contribuent ainsi à l'optimisation de la compétitivité territoriale par rapport à la concurrence, la satisfaction des exigences et attentes des différents acteurs et parties prenantes et, in fine, la construction d'une identité et image de marque spécifiques au territoire afin qu'il se dotera d'une position particulière et appropriée dans l'esprit des différents segments du public cible (Gallié, 2007).

3. APPORTS DE L'EFFET D'EXPERIENCE AUX VISIONS DE POSITIONNEMENT TERRITORIAL

3.1. Rôles de l'effet d'expérience dans l'élaboration des choix stratégiques

La mobilisation ou encore l'intégration du principe de la courbe d'expérience dans le cycle d'exploitation des entreprises s'envisage capable de mettre à la disposition des managers les possibilités d'adoption de nombreuses options et décisions stratégiques. Formellement, ces choix stratégiques tournent autour d'une finalité ultime, qui repose sur l'identification et la préservation des avantages concurrentiels durables provenant principalement d'un privilège de coût très décisif par rapport aux organisations rivales qui œuvrent dans le même domaine d'activités et utilisent des moyens et ressources de production similaires (Camagni, 2006). Ce qui veut dire que l'entreprise qui se dispose du plus grand volume de la production cumulée, elle va bénéficier automatiquement des coûts de production les plus faibles, mais à condition qu'elle déploie ses efforts et moyens afin de profiter des opportunités transmises par sa propre expérience sur le marché. Dans ce genre de situations, le prix de vente du produit constitue une performante méthode d'augmentation des ventes, la part de marché et le chiffre d'affaire. De

plus, l'adoption d'une stratégie de pénétration du marché est également capable de garantir une parfaite anticipation des charges et des coûts ultérieurs (Dominguez, 2021).

Pour l'ensemble de ces considérations, l'effet d'expérience se considère comme étant un facteur déterminant de la croissance des activités et affaires des entreprises en dehors des marchés domestiques parce qu'il leur permet de conquérir les différentes zones géographiques du globe terrestre en vue de pérenniser leur survie et de promouvoir leurs projets (Azouaoui, 2018). En outre, la meilleure gestion des contributions et des possibilités véhiculées par la courbe d'expérience octroie aux organisations locales toute une grande diversité d'avantages et de retombés tels que l'économie d'échelle, l'amélioration des processus de production, l'automatisation du capital de travail, l'effet de taille attribuant un énorme pouvoir de négociation aux entreprises vis-à-vis de leurs fournisseurs, la parfaite adéquation avec les visions stratégiques adoptées préalablement par les entreprises surtout avec les stratégies de domination par les coûts et d'internationalisation (Allouche & Schmidt, 2020).

3.2. Soubassement du positionnement territorial sur les contributions de l'effet d'expérience

Le soubassement sur les avantages apportés par les effets d'expérience se considère, par la plupart des théoriciens et spécialistes dans le domaine du management et marketing des territoires, comme l'une des valeurs d'avenir de toutes dynamiques ou activités portant sur le développement territorial durable (Chamard & Schlenker, 2017; Gollain, 2016; Hatem, 2007). D'ailleurs, l'expérience est appréhendée comme étant un véritable condensé de l'ingéniosité humaine, qui permet alors d'apporter des explications décisives et convaincantes à propos des coûts engagés dans le secteur d'information-savoir. Par ailleurs, l'implémentation du présent principe au niveau de l'arène territoriale est apte de se décliner vers un instrument d'appui aux projets centrés sur la croissance économique et sociale des espaces urbains et ruraux parce qu'il est capable de contribuer à l'amélioration de multiples volets et dimensions de l'environnement territorial tels que la valorisation du capital humain, l'adaptabilité avec les contextes post-industriels, la réduction des coûts de production suite à la généralisation des effets d'échelle, etc. (Azouaoui, 2018).

En d'autres termes, si les décideurs de chaque espace géographique délimité parviennent à produire leur propre courbe d'expérience, sans aucun doute ce véritable succès aura des conséquences positives sur les procédures d'activation des différents types de ressources disponibles sur le milieu local (Camagni et al., 2004). Ce qui va donc autoriser aux entreprises

implantées localement de profiter de ce genre d'opportunités afin de développer des avantages distinctifs vis-à-vis de la concurrence et de produire des effets de convergence avec leurs partenaires. De leurs parts, les responsables territoriaux se trouvent aussi censés à préserver la durabilité de cette panoplie d'avantages et d'atouts en vue d'alimenter progressivement la compétitivité, l'attractivité et l'hospitalité de leurs territoires (Pecqueur, 2013).

Toutefois, la concurrence acharnée et l'énorme compétitivité qui caractérisent les systèmes territoriaux actuels ont attribué à l'effet d'expérience une vocation de plus en plus stratégique ainsi qu'une grande importance au sein des nouvelles approches du développement territorial (Bathelt et al., 2004). À cet effet, l'ensemble de ces considérations découlent principalement des deux remarquables impacts que détient l'effet d'expérience en termes de la réduction des coûts de fabrication et de l'espérance de la réalisation d'une énorme rentabilité par les organisations locales. Par conséquent, les décideurs territoriaux peuvent donc profiter de ces avantages et atouts afin de construire des avantages distinctifs de leur territoire vis-à-vis de la concurrence ou encore des barrières protectrices contre les menaces des nouveaux entrants. Enfin de compte, le fait de penser à positionner un territoire donné via la référence s aux apports et bénéfiques accordés par l'effet d'expérience peut être examiné comme étant une orientation stratégique, qui est donc capable d'impliquer les différents acteurs et parties prenantes dans ce genre de projets et de fournir ainsi aux responsables territoriaux les conditions et les prérequis nécessaires à la mise en place des piliers fondateurs du présent modèle territorial d'excellence pour but de parvenir au positionnement de leur bassin géographique délimité vers un performant territoire d'expérience (Azouaoui, 2018).

4. LES AVANTAGES LIES A L'EMERGENCE DES GRAPPES DANS LE MILIEU TERRITORIAL

4.1. Importance du cluster innovant dans l'optimisation de la compétitivité et l'attractivité des territoires

Tout d'abord, les travaux de recherches qui ont été menés autour de la thématique des apports de clusters et de réseaux d'innovation à l'égard des secteurs de hautes technologies ont abouti vers la proposition d'une nouvelle approche plus précise et plus opérationnelle du concept de cluster (Baptista & Swann, 1998; Bathelt et al., 2004; Cassidy et al., 2005; Isaksen, 2005; Passiante & Secundo, 2002). Ce qui a contribué à l'essor du modèle territorial d'organisation nommé le cluster innovant ou plutôt le cluster d'innovations, qui se dote donc d'une définition très concrète et apte d'aider les théoriciens à surmonter les confusions probables avec d'autres

concepts voisins. Dans ce niveau, Abdelillah Hamdouch (2008) a attribué au cluster innovant une définition très synthétique en le percevant comme étant « *un ensemble d'organisations et d'institutions, qui interagissent formellement et / ou informellement au travers de réseaux inter-organisationnels et interindividuels variés, et qui contribuent à la réalisation d'innovations dans un domaine d'activités donné, défini par des champs spécifiques de connaissances, de compétences et de technologies* » (Hamdouch, 2008).

En effet, le cluster innovant appartient à la catégorie des réseaux territorialisés d'organisation, qui s'articule alors sur tout un ensemble de politiques volontaristes planifiées et gérées par les différents organes de la grappe industrielle en formant ainsi des méta-managers (Ehlinger et al., 2007). D'ailleurs, les méta-managers s'occupent par la définition des visions stratégiques globales de la grappe et contribuent à l'insertion des programmes et des plans d'actions ayant pour finalité ultime la cohésion sociale et la valorisation des ressources et richesses locales. Pour ce faire, ils se trouvent donc censés de respecter la hiérarchie existante entre les pouvoirs et autorités territoriaux au moment de la répartition des tâches et des missions aux différents acteurs et intervenants dans leur projet pour but d'assurer le bon fonctionnement de la grappe innovante et de vérifier la capacité du territoire à regrouper de multiples réseaux d'innovation (Porter, 2020).

Actuellement, les grappes d'innovation se considèrent comme étant des paradigmes modernes des domaines de développement et d'aménagement territorial. En effet, leur mise en place au niveau de l'arène territoriale a pour objectif essentiel de faire émerger un énorme potentiel d'innovation de la part des entreprises locales notamment à travers la focalisation sur leurs interactions permanentes avec les leurs clients et fournisseurs, de rapporter des gains de productivité par le biais de la diversification des facteurs et des moyens de production et de donner naissance à de nouveaux projets et activités via la disponibilité d'un accès rapide aux informations partagées autour de la capacité de croissance du cluster ainsi que sur l'ensemble des opportunités qui vont être offertes aux futurs investisseurs et entrepreneurs (Porter et al., 2004). Entre autre, certains économistes territoriaux et analystes des politiques publiques et gouvernementales ont entamé des analyses profondes à propos des possibilités d'intégration des clusters innovants au niveau des projets centrés sur l'amélioration de la compétitivité et l'attractivité des bassins géographiques délimités parce qu'ils ont déduit que le dynamisme qui caractérise ce type de structures territorialisées d'organisation est capable de mettre à la disposition des responsables territoriaux les moyens, les ressources, les compétences et les

performances technologiques indispensables à l'accomplissement de ce genre de visions stratégiques (Cassidy et al., 2005).

4.2. Particularités du cluster innovant comme des leviers du positionnement territorial

D'après Örjan Sölvell, Göran Lindqvist et Christian Ketels (2003), les politiques publiques orientées vers l'émergence et la construction des clusters d'innovation doivent être agencées avec les projets et les dynamiques du développement territorial endogène en vue de tirer profit de l'ensemble des avantages et possibilités offerts par la présente structure d'organisation du milieu territorial tels que le haut niveau de la recherche et développement, le fort potentiel d'innovation, la préservation de l'emploi, etc. pour prévoir ainsi de les mobiliser en termes de la valorisation des attraits, atouts et opportunités présentes localement tout en contribuant donc à l'optimisation de l'attractivité de nouvelles cibles et à la stimulation de la compétitivité territoriale vis-à-vis de la concurrence (Sölvell et al., 2003). En effet, les politiques publiques se considèrent comme étant un ensemble d'efforts, de moyens et de ressources déployés par les responsables publics en vue d'apporter de véritables appuis aux activités et projets portant sur la croissance économique et sociale du territoire. De ce fait, elles doivent être focalisées davantage sur l'implication de la totalité des entreprises appartenant à la grappe innovante ainsi que les instances gouvernementales, les acteurs locaux, la communauté des chercheurs et des spécialistes en la matière afin de concrétiser cette vision territoriale (Eshuis et al., 2014).

De leurs parts, Ken'ichi Ohmae et Michel Le Séac'h (1996) annoncent que la présence du modèle de grappes d'innovation sur un territoire donné s'appréhende comme étant l'un des principaux moteurs d'accélération de sa croissance et prospérité sur les échelles régionales, nationales et internationales. À cet effet, les auteurs ont mis l'accent sur certains territoires qui ont réussi à s'imposer aux revendications et fluctuations de l'économie contemporaine pour pouvoir conquérir les marchés extérieurs. À titre d'illustration, ils se sont dirigés vers le choix de deux grandes états-régions : la Californie et la Catalogne, qui se disposent respectivement d'un énorme potentiel sur le plan socioéconomique des États-Unis et de l'Espagne grâce à leurs remarquables contributions en termes d'émergence des clusters industriels innovants au sein de ces espaces géographiques délimités. En outre, ils ont démontré une grande attention au territoire de la Medicon Valley implantée dans la zone transfrontalière de l'Øresund entre la ville suédoise Malmö et la ville danoise Copenhague, qui a parvenu à se positionner comme étant un cluster universel spécialisé dans la biotechnologie et la production pharmaceutique

dans une durée temporelle moins de dix ans. Sachant que le dynamisme qui caractérise cette grappe industrielle se fonde autour de la production conjointe et le partage réciproque des connaissances entre l'ensemble des organismes et des entreprises formant la grappe dans les différents secteurs d'activités (Ômae & Le Séac'h, 1996).

À cet effet, les auteurs ont constaté que les décideurs territoriaux des pays fédéraux comme l'Allemagne se préoccupent davantage par l'instauration des RTO, qui prennent l'appellation des pôles de compétences (Kompetenznetze) au sein des zones géographiques locales en vue de renforcer les collaborations, coopérations et partenariats entrepris entre les responsables territoriaux et les différentes parties prenantes locales ou étrangères sur de multiples domaines (l'éducation, la santé, l'écologie, la R&D, l'industrie, la technologie, etc.) dans une optique de parvenir à la mise en place des fondements de base d'une structure organisationnelle, qui va être capable de contribuer à l'émergence des projets et activités à fort potentiel d'innovation (Ômae & Le Séac'h, 1996). Par ailleurs, les dirigeants locaux peuvent donc se diriger vers l'exploitation de l'ensemble de ces atouts et avantages notamment en termes d'amélioration de la compétitivité et l'attractivité de leurs bassins géographiques délimités (Bathelt, 2005).

Dans ce même ordre d'idées, Cécile Lieval (2013) déclare que « ... *le territoire n'est envisagé qu'au travers de la notion de "cluster" et de "développement local", élément stratégique dans la constitution d'un réseau à plusieurs échelles* ». Ce qui veut dire ainsi que ce présent auteur considère l'organisation des entreprises autour d'un cluster innovant comme un facteur essentiel pour le renforcement des relations entamées avec les partenaires nationaux et étrangers. De ce fait, il avoue que « *c'est donc davantage le rôle du développement local, des clusters dans le positionnement stratégique de la France qui est envisagé, plus que les conséquences pour le territoire de ce positionnement stratégique reposant sur une idéologie soutenue par les politiques régionales et locales* » (Lieval, 2013).

Entre autre, Hassan Azouaoui (2018) voit que l'articulation du développement économique d'un territoire donné sur les atouts et les avantages liés aux dynamiques combinatoires locales peut être appréhendée comme étant une orientation stratégique prometteuse, parce qu'elle est capable de participer à l'activation des ressources productives et des compétences ancrées dans le bassin local. À savoir que les territoires structurés autour des clusters innovants se considèrent comme des localités se dotant d'un fort potentiel de concentration des ressources et compétences latentes, qui sont le plus souvent ignorées ou dévalorisées par les acteurs et les décideurs locaux. Par la suite, cet auteur s'est orienté vers la proposition de la possibilité de

positionnement des territoires via la référence au modèle territorial « grappe » tout en insistant donc sur la nécessité de la mise en place de deux principes fondamentaux au sein du milieu géographique délimité. À ce niveau-là, l'importance doit donc être accordée à la présence de multiples dynamiques combinatoires et à la structuration de l'arène territoriale autour d'une pyramide de compétences technologiques. À savoir que la majorité des experts et spécialiste en la matière voient que ce genre d'orientations stratégiques occupe une place prépondérante au niveau de l'économie du 21^{ème} siècle (Azouaoui, 2018).

CONCLUSION

Dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons eu l'occasion d'explorer en profondeur un nombre important de visions et approches théoriques en vue de les mobiliser comme étant des leviers de valorisation du positionnement territorial tout en prenant en considération les revendications et fluctuations exigées par la globalisation sur les dynamiques centrées sur le maintien d'un développement durable et endogène des espaces géographiques délimités (Gaffard, 2005) telles que la forte compétitivité entre les territoires sur de multiples échelles (locale, régionale, nationale, continentale et mondiale) (Porter, 2020), l'importance d'adoption des nouvelles technologies d'information et de communication (Frémont-Vanacore, 2002), les répercussions néfastes de la crise sanitaire du Covid 19 et de la guerre Russo-ukrainienne, etc. (Yahia et al., 2023).

Au préalable, l'idée d'élaboration du présent article scientifique découle essentiellement au réel intérêt et curiosité que nous avons manifesté à l'égard des quatre modèles territoriaux d'excellence suivants : le territoire pôle ; le territoire réseau ; le territoire d'expérience et le territoire grappe, qui ont été précédemment développés par Hassan Azouaoui (2018) dans son livre intitulé : Management et Marketing des Territoires. Ce qui va donc nous diriger à mener une revue de littérature profonde à propos des approches et structures dédiées à l'organisation et à l'instauration d'une croissance socioéconomique durable dans les territoires en vue d'explorer leur éventuelles contributions en termes d'élaboration des performantes démarches de positionnement territorial.

À cet effet, nous avons mis l'accent sur les éventuelles contributions des approches en réseaux à l'égard de la valorisation de la position concurrentielle des territoires possesseurs de ce genre d'atouts et d'avantages. Ce qui nous permis donc de souligner la présence de toute panoplie de structures, qui prennent l'appellation des réseaux territorialisés d'organisation et se disposent

de leurs propres principes et caractéristiques tels que le district industriel (Becattini, 2017), l'espace serviciel (Carluer & Goff, 2002), le milieu innovateur (Aydalot, 1986; Maillat et al., 1993), la technopole (Goudineau, 1992), la région apprenante (Lundvall, 1992) et le système productif localisé (Courlet, 2002). En effet, le point commun entre l'ensemble de ces RTO se rapporte à la capacité des décideurs territoriaux à diversifier les relations de coopérations et de partenariats avec les acteurs locaux et étrangers en vue de parvenir à l'activation des ressources et des compétences ancrées dans le territoire et de prévoir de les mobiliser collectivement dans des projets et événements d'envergure internationale pour but d'attribuer au territoire originaire de production une parfaite identité et image de marque, qui vont ainsi lui permettre de se disposer d'un positionnement qui se préoccupe par la satisfaction des multiples exigences et attentes des différentes parties prenantes en son sein (Becattini, 1992).

Par la suite, nous nous sommes dirigés à l'analyse des optiques et visions du positionnement territorial par le biais de l'articulation sur à les apports du pôle de compétitivité (PC) et du pôle d'excellence rural (PER). D'ailleurs, nous avons déduit que la création des pôles dans les espaces géographiques délimités a pour finalité ultime de renforcer la concentration et l'agglomération des activités économiques similaires et complémentaires en vue d'alimenter la compétitivité du territoire vis-à-vis de la concurrence (Porter, 2020), de stimuler l'attractivité de nouveaux projets d'investissements et entrepreneuriaux, de faciliter l'ancrage des entreprises locales et de répondre aux aspirations de l'ensemble des acteurs intervenants dans le territoire (Brossard, 1997; Chamard & Schlenker, 2017; Eshuis et al., 2014). De ce fait, la présence de l'ensemble de ces facultés dans les bassins géographiques urbains et ruraux admet aux acteurs et aux dirigeants territoriaux de développer une forte image de marque territoriale ainsi qu'une position singulière et appropriée dans l'esprit des différents segments du public cible (Gallié, 2007).

Par ailleurs, nous avons orienté notre attention à l'étude des principaux impacts et apports de l'effet d'expérience à l'égard des approches du positionnement territorial. Ce qui nous a donc permis de découvrir que la courbe d'expérience spécifique à chaque territoire s'appréhende comme étant un facteur déterminant des choix stratégiques à adopter ultérieurement par les responsables de cette zone géographique délimitée (Dominguez, 2021; Tchékémian & Richard, 2016). À savoir que la plupart des théoriciens et des spécialistes dans le domaine du management et marketing des territoires voient que cette présente orientation peut être considérée comme l'une des valeurs de l'avenir de toutes dynamiques ou activités portant sur le développement territorial durable et qui est également capable de fournir aux décideurs

locaux les prérequis indispensables au positionnement de leur espace productif localisé vers un performant territoire d'expérience (Azouaoui, 2018; Goudineau, 1992).

Enfin de compte, nous avons opté vers l'analyse des éventuelles contributions des clusters ou encore des grappes innovantes en termes de la valorisation du positionnement des territoires détenteurs de ce genre de structures territorialisées d'organisation. En effet, nous avons alors conclu que leur présence dans un territoire donné permet d'alimenter sa compétitivité vis-à-vis de la concurrence et optimise aussi l'attractivité de nouvelles cibles territoriales parce qu'elles se disposent d'un fort potentiel de concentration des ressources et compétences latentes, qui sont le plus souvent ignorées ou dévalorisées par les acteurs et les décideurs locaux (Foray, 2014; Hamdouch, 2008; Isaksen, 2005; Porter, 2020). À ce niveau-là, Hassan Azouaoui (2018) annonce que les visions du positionnement territorial ne peuvent guère atteindre le stade d'excellence du « territoire grappe » qu'à travers l'existence dynamiques combinatoires et la structuration de l'arène territoriale autour d'une pyramide de compétences technologiques (Azouaoui, 2018).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Allouche, J., & Schmidt, G. (2020). XV. Bruce Henderson (Boston Consulting Group/B.C.G.) – L'irruption des consultants dans la production de connaissances en stratégie. In *Les grands auteurs en stratégie: Vol. 2e éd.* (p. 278-303). EMS Editions. <https://doi.org/10.3917/ems.loili.2020.01.0278>
- Avenier, M.-J., & Gavard-Perret, M.-L. (2012). Inscrire son projet de recherche dans un cadre épistémologique. *Post-Print*, Art. halshs-00355392. <https://ideas.repec.org/p/hal/journal/halshs-00355392.html>
- Aydalot, P. (1984). «Technologies nouvelles et développement territorial», Rapport préliminaire et projet de recherche. *Groupe technologies nouvelles et espace. La Sorbonne, Paris.* <https://doi.org/10.7202/022177ar>
- Aydalot, P. (Éd.). (1986). *Milieus innovateurs en Europe.* Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs (GREMI).
- Aydalot, P. (1987). The Issue of Urban Decline Reconsidered : Is It Population Related or Job Related? *Papers in Regional Science*, 61(1), 145-160. <https://doi.org/10.1111/j.1435-5597.1987.tb01695.x>
- Ayoub, O., & Taoufik, B. (2021). Competitive Intelligence : A lever for Competitiveness and Performance of Moroccan Organizations. *Moroccan Journal of Business Studies*, 2(1), 19.
- Azouaoui, H. (2018). *Marketing et management des territoires : Fondements et pratiques* (Dar nacr al Maârifa).
- Azouaoui, H., & Lahlou, A. (2021). Réseaux d'acteurs comme forme de gouvernance et attractivité territoriale des entreprises : Une approche par la proximité des acteurs dans le contexte marocain. *Revue Management & Innovation*, 3(1), 53-73.

- Bacconnier-Baylet, S., Barrue-Pastor, M., Barthe, L., Bénos, R., Bessière, J., Escaffre, F., Dascon, F., Lima, S., Milian, J., Rayssac, S., Sibertin-Blanc, M., & Taulelle, F. (2009). *Les Pôles d'Excellence Rurale : Processus, gouvernance et plus-value dans les trajectoires de développement des territoires*. 135 p. : annexes, graph., tabl.
- Baptista, R., & Swann, P. (1998). Do firms in clusters innovate more? *Research Policy*, 27(5), 525-540. [https://doi.org/10.1016/S0048-7333\(98\)00065-1](https://doi.org/10.1016/S0048-7333(98)00065-1)
- Bathelt, H. (2005). Geographies of production : Growth regimes in spatial perspective (II) - knowledge creation and growth in clusters. *Progress in Human Geography*, 29(2), 204-216. <https://doi.org/10.1191/0309132505ph539pr>
- Bathelt, H., Malmberg, A., & Maskell, P. (2004). Clusters and knowledge : Local buzz, global pipelines and the process of knowledge creation. *Progress in Human Geography*, 28(1), 31-56. <https://doi.org/10.1191/0309132504ph469oa>
- Becattini, G. (1989). Riflessioni sul distretto industriale marshalliano come concetto socio-economico. *Stato e mercato*, 25 (1), 111-128.
- Becattini, G. (1992). Le district industriel : Milieu créatif. *Espaces et sociétés*, 66-67, 147-163.
- Becattini, G. (2017). The Marshallian industrial district as a socio-economic notion. *Revue d'économie Industrielle*, 157, Art. 157. <https://doi.org/10.4000/rei.6507>
- Benko, G., & Lipietz, A. (Éds.). (1992). *Les Régions qui gagnent : Districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique* (1. édition). Presses Universitaires de France.
- Bensahri, O., & Alaoui, F. Z. S. (2023). MODÈLES ET STRATÉGIES DU DÉVELOPPEMENT : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE. *Moroccan Journal of Business Studies*, 3(3), 23.
- Brossard, H. (1997). *Marketing d'une région et implantation des investissements internationaux*. Economica.
- Callon, M. (1990). Techno-economic Networks and Irreversibility. *The Sociological Review*, 38(1_suppl), 132-161. <https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.1990.tb03351.x>
- Camagni, R. (2006). Compétitivité territoriale : La recherche d'avantages absolus. *Reflets et perspectives de la vie économique*, XLV(1), 95-115. <https://doi.org/10.3917/rpve.451.115>
- Camagni, R., Maillat, D., Matteaccioli, A., & Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (Éds.). (2004). *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local* (Neuchâtel, Suisse,). Institut de recherches économiques et régionales : EDES. <https://www.sudoc.fr/105656682>
- Campagne, P., & Pecqueur, B. (2014). *Le développement territorial : Une réponse émergente à la mondialisation*. Mayer (Charles Léopold)/ECLM.
- Carluer, F. (1998). *La dynamique spatiale polarisée des activités économiques : Réalisme d'une théorie de la divergence* [These de doctorat, Paris 1]. <https://www.theses.fr/1998PA010073>
- Carluer, F. (2005). Réseaux d'entreprises et territoires : Une matrice d'analyse stratégique: *Management & Avenir*, n° 6(4), 7-25. <https://doi.org/10.3917/mav.006.0007>
- Carluer, F., & Goff, R. (2002). NTIC et apprentissage localisé : Vers la constitution d'un « espace serviciel ». *Economie appliquée*, 135-171.

- Carroué, L. (2019). Chapitre 6. Les dynamiques territoriales entre intégration et fragmentation. In *Géographie de la mondialisation: Vol. 4e éd.* (p. 233-272). Armand Colin. <https://www.cairn.info/geographie-de-la-mondialisation--9782200285999-p-233.htm>
- Cassidy, E., Davis, C., Arthur, D., & Wolfe, D. (2005). Measuring technology clusters : The National Research Council's approach. *Journal of New Business Ideas and Trends*, 3(2), 30-40.
- Castells, M. (2013). *The Making of 21st Century Industrial Complexes*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315832203>
- Chamard, C. (2014). *Le marketing territorial : Comment développer l'attractivité et l'hospitalité des territoires ?* (1ère édition). De Boeck.
- Chamard, C., & Schlenker, L. (2017). La place du marketing territorial dans le processus de transformation territoriale. *Gestion et management public*, 6 / 1(3), 41-57. <https://doi.org/10.3917/gmp.061.0041>
- Chignier-Riboulon, F., & Fournier, M. (2006). Les locaux et la mondialisation ou des difficultés pour appréhender une réalité spatiale protéiforme. *Géographie, économie, société*, 8(2), 257-274. <https://doi.org/10.3166/ges.8.257-274>
- CMI, & BCG (Éds.). (2008). *Travaux (DIACT) : Évaluation des pôles de compétitivité, bilan de la 1e phase 2005-2008* (Entreprise, économie & droit; Librairie Gallimard). la Documentation française. <https://www.librairie-gallimard.com/livre/9782110073983-travaux-diact-l-evaluation-des-poles-de-competitivite-2005-2008-collectif/>
- Courlet, C. (1996). Les nouvelles logiques du développement. *Les Nouvelles Logiques Du Développement*, 1-416.
- Courlet, C. (2002). Les systèmes productifs localisés : Un bilan de la littérature. *Le local à l'épreuve de l'économie spatiale.*, 33, 216.
- Courlet, C., & Ferguene, A. (2003). *GLOBALISATION ET TERRITOIRE : LE CAS DES SPL DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT*. 6(3).
- Courlet, C., & Pecqueur, B. (1991). Systèmes locaux d'entreprises et externalités : Un essai de typologie. *Systèmes locaux d'entreprises et externalités : un essai de typologie*, 3-4, 391-406.
- Crevoisier, O. (2001). L'approche par les milieux innovateurs : État des lieux et perspectives. *Revue d'économie Régionale et Urbaine*, février(1), 153-165.
- Darmon, D., & Jacquet, N. (2005). Les pôles de compétitivité : Le modèle français. *Etudes de la documentation française*, 5225, 7-120.
- DATAR. (2005). *Etude relative à l'implication des PME et des SPL dans les pôles de compétitivité*. <http://www.vie-publique.fr/documents-vp/rapport-datar-spl-pc.pdf>
- Dominguez, N. (2021). *Internationalisation of SMEs : Strategies, networks and experiential effects* [Thesis, Aix-Marseille Université (AMU)]. <https://shs.hal.science/tel-03658045>
- Dumont, G.-F. (2001). GLOBALISATION, INTERNATIONALISATION, MONDIALISATION : DES CONCEPTS À CLARIFIER. *Géostratégiques*, 5.
- Ehlinger, S., Perret, V., & Chabaud, D. (2007). Quelle gouvernance pour les réseaux territorialisés d'organisations ? *Revue Française de Gestion*, 33(170), 155.
- Eshuis, J., Klijin, E.-H., & Braun, E. (2014). Marketing territorial et participation citoyenne : Le branding, un moyen de faire face à la dimension émotionnelle de l'élaboration des

- politiques ? *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 80(1), 153-174.
<https://doi.org/10.3917/risa.801.0153>
- Ferguene, A. (2015). L'insertion dans le global des economies locales et ses retombees territoriales : Le cas de la Vallee de l'Arve en Haute-Savoie. *Les Cahiers Du Cread*, 111, 69-106. <https://doi.org/10.4314/cread.v111i10>
- Fischer, A. (1989). Contribution à l'étude des nouvelles relations de l'entreprise industrielle à l'espace géographique in *Recherches de géographie industrielle. Contribution à l'étude des nouvelles relations de l'entreprise industrielle à l'espace géographique in Recherches de géographie industrielle*, 15, 1-19.
- Florida, R. (1995). Toward the learning region. *Futures*, 27(5), 527-536.
[https://doi.org/10.1016/0016-3287\(95\)00021-N](https://doi.org/10.1016/0016-3287(95)00021-N)
- Foray, D. (2014). : *Opportunities and Challenges for Regional Innovation Policy*. Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9781315773063>
- Frémont-Vanacore, A. (2002). *La diffusion des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) dans les PME-PMI : Le rôle des réseaux et des territoires : étude de cas Basse- et Haute-Normandie* [These de doctorat, Le Havre].
<https://www.theses.fr/2002LEHA0002>
- Gaffard, J.-L. (2005). Développement Local et Globalisation. Nouveaux regards sur la croissance, le bien-être, les inégalités interrégionales et l'attractivité des territoires. *Revue de l'OFCE*, 94(3), 17-44. <https://doi.org/10.3917/reof.094.0017>
- Gagnon, C., Simard, J.-G., Tellier, L.-N., & Gagnon, S. (2008). Développement territorial viable, capital social et capital environnemental : Quels liens ? *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 8 Numéro 2, Art. Volume 8 Numéro 2. <https://doi.org/10.4000/vertigo.4983>
- Gallié, E.-P. (2007). Attractivité R&D des territoires : Politiques nationales et régionales de recherche et d'innovation en France. *IMRI : Rapport Final. FutuRis*. : <http://www.dauphine.fr/imr>
- Garofoli, G. (1994). The industrial district of Lecco : Innovation and transformation processes. *Entrepreneurship & Regional Development*, 6(4), 371-393.
<https://doi.org/10.1080/08985629400000022>
- Garofoli, G. (2002). Piccole imprese e distretti industriali : Lo sviluppo endogeno nel Mezzogiorno. *Piccole Imprese e Distretti Industriali*, 1000-1010.
<https://doi.org/10.1400/65360>
- Gollain, V. (2016, mars 6). *L'attractivité et le marketing territorial : L'essentiel pour comprendre et agir* [Slideshare]. Le marketing territorial et l'attractivité des territoires - mars 2016, France. <https://fr.slideshare.net/vincentgollain/vincent-gollain-le-marketing-territorial-et-lattractivite-des-territoires-mars-2016>
- Goudineau, Y. (1992). LES TECHNOPOLES: DE L'EXCELLENCE AU DÉVELOPPEMENT PAR UN RACCOURCI? *L'industrie et la recherche*, 88(0982), 173.
- Hamdouch, A. (2008). *Conceptualizing Innovation Clusters and Networks* (SSRN Scholarly Paper N° 1261972). <https://doi.org/10.2139/ssrn.1261972>
- Hassink, R. (2009). *The learning region : A policy concept to unlock regional economies from path dependency*.

- Hatem, F. (2007). *Le marketing territorial. Principes, méthodes et pratiques* (1er édition). Editions EMS.
- Isaksen, A. (2005). Regional Clusters Building on Local and Non-Local Relationships : A European Comparison. In *Proximity, Distance and Diversity* (1st Edition, p. 129-151). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315245768-7>
- Lieval, C. (2013). *Innovation technologique et risques insaisissables : Une territorialisation impossible ?* [These de doctorat, Grenoble]. <https://www.theses.fr/2013GRENH034>
- Loinger, G. (2006). Les pôles de compétitivité du point de vue de l'aménagement du territoire. *Vie & sciences de l'entreprise*, 170-171(1-2), 64-79. <https://doi.org/10.3917/vse.170.0064>
- Lundvall, B.-Å. (Éd.). (1992). *National systems of innovation : Towards a theory of innovation and interactive learning*. Pinter Publishers ; Distributed exclusively in the USA and Canada by St. Martin's Press.
- Lung, Y., & Mair, A. (1993). Innovation institutionnelle, apprentissage organisationnel et contrainte de proximités : Les enseignements de la géographie du juste-à-temps. *Revue d'Economie Regionale et Urbaine*, 3, 387-403.
- Maillat, D., & Kebir, L. (1999). Learning region et systèmes territoriaux de production. *Revue d'économie régionale et urbaine*, 3, 429-448.
- Maillat, D., Quévit, M., Senn, L., Upjlrqdo, G., Ire, M. B., Bramanti, A., Bergame, U., Camagni, R., & Bocconi, U. L. (1993). *Réseaux d'innovation et milieux innovateurs : Un pari pour le développement régional*. Institut de recherches économiques et régionales, Neuchâtel, GREMI, EDES.
- Maisonnasse, J. (2014). *Construire la coopération au sein des réseaux territoriaux d'organisations : Une analyse à partir de l'Économie de la Proximité et de la Sociologie de la Traduction* [Phdthesis, Aix-Marseille Université ; LEST UMR 7317]. <https://shs.hal.science/tel-01095370>
- Marshall, A. (1890). Principes d'économie politique. Livres I, II et III. *Bibliothèque Internationale d'Economie Politique*, 674.
- Matteaccioli, A., & Tabariés, M. (2006). *Historique du GREMI - Les apports du GREMI à l'analyse territoriale de l'innovation*. 3.
- Mendel, A., & Bardet, M. (2008). Quelle gouvernance pour les pôles de compétitivité constitués de PME. *Revue française de gestion*, 190(10), 123-142. <https://doi.org/10.3166/rfg.190.123-142>
- Munier, F., & Rondé, P. (2001). Densité scientifique des régions et compétences pour innover des entreprises : Une mise en perspective du concept de « Learning Region »: *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, octobre(4), 515-537. <https://doi.org/10.3917/reru.014.0515>
- Ômae, K., & Le Séac'h, M. (1996). *De l'État-nation aux États-régions : Comprendre la logique planétaire pour conquérir les marchés régionaux*. Dunod.
- Passiante, G., & Secundo, G. (2002). *From geographical innovation clusters towards virtual innovation clusters : The innovation virtual system*. <https://www.econstor.eu/handle/10419/115731>
- Pecqueur, B. (2013). Le développement territorial : Une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud. In B. Antheaume & F. Giraut (Éds.), *Le*

- territoire est mort, vive les territoires ! : Une (re)fabrication au nom du développement* (p. 295-316). IRD Éditions. <http://books.openedition.org/irdeditions/3408>
- Pecqueur, B., Landel, P.-A., Senil, N., Canova, N., Robinet, N., & Julian, X. (2007). *Les Pôles d'Excellence Rurale en 2007 : Territoires concernés, ressources mobilisées, organisations des acteurs. Quels modes d'observation à des fins d'évaluation ?* [Report]. <https://shs.hal.science/halshs-00913774>
- Perrin, C. (2007). R. Camagni, D. Maillat, A. Matteaccioli (éds), Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local. *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens / Journal of Mediterranean geography*, 109, Art. 109.
- Perroux, F. (1981). *Pour une philosophie du nouveau développement*. Aubier : Presses de l'UNESCO.
- Porter, M. E. (2020). Clusters and the new economics of competition. *Revista Palmas; Vol. 20 Núm. 4 (1999); 51-65*. <https://repositorio.fedepalma.org/handle/123456789/139347>
- Porter, M. E., Miller, K., Bryden, R., & Ketels, C. H. M. (2004). Competitiveness in Rural U.S. Regions : Learning and Research Agenda. *Institute for Strategy and Competitiveness Harvard Business School*, 70.
- Schumpeter, J. A., & Perroux, F. (2002). *Théorie de l'évolution économique : Recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture : Introduction*. J.-M. Tremblay. <https://doi.org/10.1522/cla.scj.the>
- Sölvell, Ö., Lindqvist, G., & Ketels, C. H. M. (2003). *The cluster initiative greenbook* (1st ed). Ivory Tower.
- Stöhr, W. B. (1990). *Global Challenge and Local Response : Initiatives for Economic Regeneration in Contemporary Europe*. United Nations University Press.
- Tchékémian, A., & Richard, G. (2016). Analyse critique des modèles territoriaux d'innovation, en France, depuis l'implantation des pôles de compétitivité, jusqu'à la création des Livings Labs. *Revue Economie, Gestion et Société*, 7, Art. 7. <https://doi.org/10.48382/IMIST.PRSM/regs-v0i7.5536>
- Thépaut, Y. (1999). La mutation informationnelle et son impact sur les stratégies territoriales des entreprises : L'émergence des téléservices. *Post-Print*, Art. halshs-00453935. <https://ideas.repec.org/p/hal/journal/halshs-00453935.html>
- Thiard, P. (2004). *Offre et ressource territoriales : Quelles relations ?*
- Veltz, P. (1996). *Mondialisation, villes et territoires : Une économie d'archipel* (p. 262). PUF. <https://shs.hal.science/halshs-00438904>
- Yahia, O., Brahim, O., Abderrahman, M., & Saïd, O. (2023). HR Innovation and Job Insecurity Perception during the COVID-19 Crisis : Towards the Proposal of a Conceptual Model. *Moroccan Journal of Business Studies*, 4(1), 30.
- Zimmermann, J.-B. (1999). Le pôle micro-electronique de l'aire metropolitaine marseillaise : Emergence d'un milieu innovateur. *Universite Aix-Marseille III, G.R.E.Q.A.M.*